



## 1. Tendence de la situation de protection



2,5 M

Personnes dans  
le besoin



1,9 M

Personnes  
ciblées

## CHIFFRES CLES



669 997

Personnes  
déplacées



262 366

Personnes  
déplacées sur  
sites



407 631

Personnes  
déplacées en  
familles  
d'accueil



1 106

Incidents de  
protection

**Déplacements forcés de la population** : au 30 avril 2018, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) en RCA est estimé par la Commission Mouvement de Population (CMP) à **669.997 individus** composés de 262 366 PDI sur 77 sites et 407 631 PDI estimées dans les familles d'accueil. Ainsi, il est constaté une diminution de 3% de PDI par rapport à la situation de fin mars 2018 où les PDI étaient estimés à 687 398. Cette diminution est due essentiellement à l'absence d'informations cohérentes sur l'estimation du nombre de PDI en brousse et à la fermeture des sites de l'hôpital et de Bercaïl à Batangafo suite au départ spontané des PDI qui s'y trouvaient. Les partenaires de la CMP ont aussi rapporté le retour de 9 222 personnes au cours du mois d'avril principalement dans les sous-préfectures de Bocaranga, Bozoum, Bossemptele et Ngaoundaye dans la préfecture de l'Ouham-Pendé ainsi que Batangafo dans la préfecture de l'Ouham. Des déplacements préventifs de courte durée et/ou pendulaires ont été rapportés dans certaines régions, y compris Bangui, mais les partenaires de la CMP n'ont pas été en mesure d'obtenir des estimations chiffrées.

**Incidents de protection** : du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2018, **1106 incidents de protection** ont été rapportés par le monitoring de protection effectué par DRC, Mercy Corps, COOPI et INTERSOS, en partenariat avec l'UNHCR ainsi que par OXFAM dans les préfectures de la Nana-Mambéré, Mambéré-Kadéï, l'Ouham-Pendé, la Nana-Grebizi, l'Ouham, l'Ouaka, la Basse-Kotto, la Haute-Kotto et la ville de Bangui. La plupart de ces actes sont le fait d'éléments des groupes armés qui sont encore actifs dans ces préfectures.

**Alerte précoce** : du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2018, la ligne verte a reçu 802 appels pertinents. 15% des appelants étaient de sexe féminin. Les principaux motifs des appels étaient les alertes sécuritaires, les alertes sur des cas de violation des droits humains, et les demandes d'orientation. Sur 22 appels relatifs aux violations des droits humains, 36% concernaient les cas d'atteintes à la liberté de mouvement, 27% les cas de VBG et 18% les cas d'atteintes au droit à la vie. Les appels provenaient de 16 préfectures et de la ville de Bangui.

**Persistance de plusieurs hotspots de protection** : l'opération Sukula lancée par la force MINUSCA et les forces de sécurité et de défense centrafricaines au PK5 ont placé Bangui parmi les zones d'intérêts particuliers pour la protection (hotspots protection). Au 11 avril, les acteurs de santé ont annoncé un bilan de 31 personnes tuées et de 145 blessées à Bangui. Les acteurs de protection ont rapportés des déplacements préventifs importants de la population dans des familles d'accueil dans plusieurs quartiers de Bangui. Selon plusieurs sources concordantes, la majeure partie de ces personnes déplacées ont regagné leur résidence habituelle les jours suivants. Cette opération a également causé des tensions dans plusieurs autres villes à l'intérieur de la RCA. D'autres hotspots protection au mois d'avril comprenaient les sous-préfectures de Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé), Ippy (préfecture de l'Ouaka), Bangassou et Rafai (préfecture du Mbomou), Bria (préfecture de la Haute-Kotto) et Alindao (préfecture de la Basse-Kotto), principalement en raison des risques liés à la présence et à l'activisme des groupes armés.

### Protection de l'enfance

- **Alerte sur une augmentation du nombre d'enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) au sein des groupes armés** : plusieurs acteurs de protection de l'enfance ont alerté sur une augmentation perceptible de la présence d'EAFGA dans plusieurs régions à l'intérieur de la RCA, au sein des groupes armés. Selon les informations reçues, les préfectures les plus concernées sont celles de la Nana Grebizi, le Haut-Mbomou, en particulier les villes de M'boki et Zemio, le Mbomou, particulièrement Maliko à l'ouest de Bangassou, Rafai et Dembia. Le sous-cluster protection a publié une note de plaidoyer afin d'attirer l'attention sur cette problématique.
- **Des cas de mariage forcé des filles, sous peine d'être soumises aux violences physiques sérieuses** : les acteurs de protection de l'enfance ont été alertés sur plusieurs cas de mariage forcé des filles et des femmes. Celles qui semblent résister seraient tabassées sérieusement par les éléments d'un groupe armé à Kaga-Bandoro. Dans le même contexte, plusieurs cas de violences sexuelles commis par des hommes en armes sur des mineures ont été enregistrés à Bissingale, à 5 km de Kaga Bandoro.
- La montée des violences à Bangui et plus particulièrement au PK5 a été à la base de plusieurs problèmes de protection de l'enfance au courant du mois d'avril 2018, que les acteurs de la protection de l'enfance sont en train de suivre.

### VBG

- Les récents développements de la situation sécuritaire à Bangui et à Kaga-Bandoro, et leurs impacts en termes de déplacements de population contribuent à accroître les risques de VBG dans ces zones ainsi que d'accès tardif aux services de prise en charge.
- Des cas d'unions forcées avec des filles mineures découlant sur une exploitation sexuelle ont été signalés dans la zone de Berberati, qui tendrait à devenir une pratique chez certains acteurs miniers. Les acteurs de protection sont en train de soutenir les efforts des autorités locales et de la communauté pour faire face à cette problématique.



**52 M**

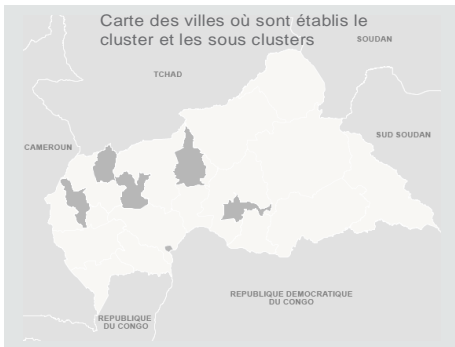
fonds  
demandés



**496 957 \$**

des fonds  
reçus

(Source FTS, 23 mai 2018)



## MEMBRES

Membres composés du gouvernement, ONGI, ONGN, agences des Nations Unies

## Principales réponses mises en œuvre par les membres du Cluster Protection et des sous-clusters

### Prévention et réponse aux VBG

- 135 survivants de VBG ont reçu un suivi psycho-social de la part de DRC, INTERSOS, Mercy Corps, Esperance, War Child et Plan International en partenariat avec l'UNHCR et l'UNICEF dans les localités de Bambari, Paoua, Bakala et Kaga Bandoro. 58 cas de violence sexuelle ont été référés vers des structures médicales en vue d'une prise en charge médicale, y compris 16 cas de viol sur des filles de 13 à 17 ans.
- Dans le cadre de la réinsertion sociale, 7 séances de médiation ont été réalisées entre les personnes survivantes et leurs familles.
- 10 702 personnes ont été sensibilisées sur des thématiques liées au VBG, le leadership économique féminin, le droit de la femme (Résolution 1325 et 1820), le circuit de référencement et les pratiques préjudiciables aux filles et aux femmes dont le mariage précoce. Ces sensibilisations ont été menées dans la ville de Bangui et dans les préfectures de la Nana-Mambéré, de la Mambéré-Kadéi, de l'Ouham-Pende, de la Nana-Grebizi, de l'Ouham, de l'Ouaka et de la Haute-Kotto.
- Les capacités de 17 prestataires de santé des préfectures de la Haute Kotto, de la Basse Kotto, du Mbomou, du Haut Mbomou et de la Nana Gribizi ont été renforcées sur la prise en charge médicale des survivantes de VBG, organisées par UNFPA, le Ministère de la Santé Publique et CORDAID
- Le circuit de référencement des survivantes de VBG pour la prise en charge multisectorielle de la localité de Berberati a été actualisé et diffusé.

### Protection de l'enfance

- 201 EAFGA dont 80 filles ont été vérifiés et certifiés à Paoua par une équipe d'acteurs de protection composée notamment de War Child, OIM, JUPEDEC, Oxfam et DRC.
- 31 ES/ENA ont été nouvellement identifiés à Paoua, Obo, à Bria, à Bambari, à Bakala et Alindao ; parmi lesquels 3 filles ont été réunifiées avec leur famille à Mbres par AFRBD, le ministère des Affaires Sociales et Plan International, en partenariat avec l'UNICEF. Par ailleurs, 10 filles sur 36 précédemment enregistrées à Paoua ont été réunifiées en étroite coordination avec le sous-préfet de Paoua. UNICEF et ses partenaires poursuivent la recherche de familles pour le reste des enfants ainsi que le suivi des enfants réunifiés.
- 5 filles qui avaient été enlevées à la fin du mois d'avril à Bangassou par des groupes armés et relâchées par la suite ont été relocalisées pour raison de sécurité à Bambari par Enfants Sans Frontière et Espérance, partenaires de l'UNICEF
- 11 941 enfants dont 5 605 filles bénéficient d'activités récréatives et de soutien psychosocial dans 12 espaces amis d'enfants à Paoua, à Bakala, à Ippy, à Alindao, à Bria et à Kaga-Bandoro tenus par l'UNICEF et ses partenaires AFRBD, War Child, Espérance, ministère des Affaires Sociales, Plan International et IRC.

### Logements Terres et Biens (LTB)

- Appui LTB à d'autres clusters : une évaluation réalisée par NRC dans le 5ème Arrondissement de Bangui montre que sur 482 maisons qui avaient été détruites dans cette entité lors de la crise de 2013, 215 ont été déjà réhabilitées par les acteurs humanitaires dans les quartiers Malimaka, Banga et Sénégalais-Baldi. Certains projets sont en cours pour la réhabilitation d'autres maisons. Le groupe de travail LTB va apporter son expertise technique au cluster abris dans la mise en œuvre de ces projets.
- Restitution : 3 maisons de PDI ont été restituées à Berberati au mois d'avril à travers la facilitation du mécanisme communautaire LTB mis en place localement.
- Sécurisation d'occupation : NRC a facilité la sécurité d'occupation des parcelles et champs pour 513 personnes (217 hommes et 296 femmes) à Gamboula et à Nassole dans la préfecture de la Mambéré-Kadéi. Tous les 513 bénéficiaires comprenant 194 PDIs et 53 retournés ont obtenu une attestation de témoignage pour leurs parcelles et champs. L'attestation de témoignage est un document validé par le ministère de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Habitat, qui permet à ce que la sécurité foncière des personnes affectées par le déplacement soit protégée à travers l'action des autorités locales et aux mécanismes communautaires, impliqués par ailleurs dans le processus. Ce résultat a été obtenu après 11 ateliers sur la sécurisation d'occupation et les droits LTB organisés par NRC dans le cadre d'un projet multisectoriel sécurité alimentaire et Protection.

## 2. Défi majeur

- Certaines localités affectées par la violence ne sont pas couvertes par le monitoring de protection. Couplé à l'absence de couverture de réseau téléphonique, cela fait qu'il est difficile pour les partenaires du cluster protection d'avoir des informations cohérentes à temps utile sur l'étendue du déplacement et d'autres incidents de protection dans 14 sous-préfectures affectées.
- Suivi des déplacements préventifs de courte durée et/ou pendulaires en milieu urbain

### CONTACTS

Jacques Ajaruwwa, Coordinateur du Cluster Protection en RCA, email: [ajaruwwa@unhcr.org](mailto:ajaruwwa@unhcr.org)  
Amira Diallo, Coordinatrice du sous-cluster VBG, email: [adiallo@unfpa.org](mailto:adiallo@unfpa.org)  
Justin Kaseke, Co-facilitateur du sous-cluster Protection de l'enfance, [justin.kaseke@plan-international.org](mailto:justin.kaseke@plan-international.org)